



AIAF+10

MALAGASY



DÉCLARATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES FAÎTIÈRES DE MADAGASCAR

Face aux événements survenus dans le pays, les organisations paysannes faîtières de Madagascar s'inclinent respectueusement devant les compatriotes qui ont perdu la vie et souhaitent un plein rétablissement aux personnes blessées au cours de la lutte pour le respect des droits fondamentaux et la défense de la liberté d'expression. Elles condamnent également les actes de pillage, de vandalisme et de destruction des biens.

Face aux difficultés rencontrées par les paysans et aux revendications du secteur de la production à Madagascar, nous, organisations paysannes faîtières de Madagascar, avons le devoir de nous exprimer d'une seule voix, en tant que représentants de tous les paysans de l'île.

Ce n'est un secret pour personne que la pauvreté s'aggrave en milieu rural. Le coût des intrants, des équipements agricoles et le coût de la vie, d'une manière générale, ne cessent d'augmenter. De plus, de nombreuses infrastructures de production, telles que les barrages, les routes et les entrepôts, sont devenus inutilisables, ce qui contraint les producteurs à vendre leurs produits à bas prix, entraînant d'énormes pertes. De surcroît, le changement climatique rend impossible l'estimation précise du calendrier cultural.

Par ailleurs, le secteur foncier est tellement dominé par la corruption que des terres mises en valeur et cultivées depuis de nombreuses années échappent des mains des paysans producteurs, et nombreux sont les paysans qui ont été emprisonnés pour avoir défendu leurs terres et leur travail.

Nous nous opposons aux baux de location de terre accordés aux étrangers et demandons leur arrêt. En revanche nous soutenons la priorisation de l'attribution de terre aux paysans malgaches, et l'importance à accorder aux semences issues de la recherche et de la production locales.

Les paysans malgaches contribuent actuellement à 27 % du PIB, 75 % de l'alimentation, 45 % des produits transformés et 90 % des exportations de Madagascar.

Pour toutes ces raisons, nous, organisations paysannes faîtières de Madagascar, déclarons publiquement que nous ne serons pas de simples observateurs des changements nécessaires à ce pays qui nous appartient à tous. Lorsque les consultations et la mise en place d'un nouveau système se déclencheront, les opinions de la majorité de la population constituée de paysans producteurs devront être entendues, enregistrées et soutenues, car les 74 % de la population malgache que forment les paysans sont la base de la souveraineté alimentaire et de la stabilité économique du pays.

Dans la situation actuelle, nous, organisations paysannes faîtières de Madagascar, appelons fermement toutes les forces vives et tous les partenaires à changer d'urgence le système de gouvernance malgache qui s'est avéré inefficace depuis de nombreuses années. En particulier, nous demandons la pleine participation des organisations paysannes faîtières à la conception et à la mise en œuvre de toutes les stratégies liées à l'agriculture, l'élevage, la pêche et la protection de l'environnement.

Nous, organisations paysannes faîtières de Madagascar, sommes convaincus qu'il ne peut y avoir de développement durable si les paysans producteurs sont ignorés, car ils sont le fondement de la vie et des moyens de subsistance du pays. C'est pourquoi il est temps de s'unir et d'agir ensemble pour reconstruire les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, qui constituent le fondement de l'économie malgache.

Antananarivo le 14 octobre 2025